

## **SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 30 NOVEMBRE 2023**

Le dix-neuf novembre deux mil vingt-trois, les membres du Conseil Municipal se sont réunis à la Mairie sous la présidence de Monsieur Daniel VEREECKE, Maire.

### **Etaient présents :**

M. Vereecke, Maire, M. Hautot, Mme Marin, M. Krauzé, Mme Barbier, M. Agnès, Mme Ribeiro-Rego, adjoints au Maire, M. Falampin, Mme Kapusta, M. Carraro, Mme Le Guienne, M. Boulin, M. Potiron, Mme Fernandes, M. Chatin, M. Doré, Mme Mascomère, Mme Labarre, M. Rémond, conseillers municipaux.

### **Etaient absents et représentés :**

M. Le Guienne (pouvoir à Mme Le Guienne)  
M. Vergalli, (pouvoir à Mme Fernandes)  
Mme Cedolin (pouvoir à M. Doré)  
Mme Ziegler (pouvoir à M. Rémond)

✂

<b><u>Date de convocation :</u></b> 24 novembre 2023	<b><u>Date d'affichage :</u></b> 06 décembre 2023	<b><u>Nombre de conseillers :</u></b> En exercice : 23 Présents : 19 Votants : 23
---	--	--

✂

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à **20 heures 38 minutes**.

✂

**Mme Corinne KAPUSTA** est élue secrétaire de séance.

✂

### **Ordre du jour**

- Approbation du procès-verbal de la séance du 19 octobre 2023.
- Décisions du Maire prises dans le cadre de ses délégations (Article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales).

#### **Enfance et Jeunesse**

- 1) Délégation de Service Public (DSP) de l'accueil périscolaire, extrascolaire et de la restauration scolaire - Approbation du budget prévisionnel 2024.
- 2) Délégation de Service Public (DSP) de l'accueil périscolaire, extrascolaire et de la restauration scolaire - Approbation d'un avenant relatif à la prolongation de la durée de la DSP.

#### **Affaires générales**

- 3) Recrutement et rémunération des agents recenseurs - Campagne 2024 - Création de sept emplois d'agents recenseurs.

- 4) Adhésion au Ciné Rural - Convention - Approbation.

### Finances Communales

- 5) Décision modificative n°2 au Budget 2023.

### Travaux

- 6) Convention de participation financière à la réalisation de travaux complémentaires au réseau Oise très haut débit.

### Questions des élus

*La séance sera retransmise en directe sur la page Facebook de la Commune.*

\*\*\*

- Le conseil municipal approuve à l'unanimité (23 voix dont 4 pouvoirs) le procès-verbal de la séance du **19 octobre 2023**.

\*\*\*

### DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE SES DÉLÉGATIONS

Monsieur le Maire expose :

Par délibération du 17 juillet 2020, le Conseil Municipal a autorisé **M. le Maire** ou son suppléant en cas d'empêchement, à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures ou de services (y compris la maîtrise d'œuvre) et des accords-cadres d'un montant inférieur ou égal à **200 000 €** hors taxes, ainsi que toute décision concernant leurs avenants n'entraînant pas une augmentation de plus de 5 % du montant du marché, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Le conseil municipal prend acte des décisions ci-après :

#### BUDGET GÉNÉRAL

##### Bâtiments et voirie :

- **Mise en place de la motorisation du portail du restaurant scolaire, par l'entreprise B.E.V.**, sise 322 route de Chambly, 60530 LE MESNIL-EN-THELLE, pour un montant de 2 334.00 € TTC. Lettre de commande signée le 19 octobre 2023.
- **Installation d'un interphone au portail du restaurant scolaire, par l'entreprise B.E.V.**, sise 322 route de Chambly, 60530 LE MESNIL-EN-THELLE, pour un montant de 1 668.00 € TTC. Lettre de commande signée le 19 octobre 2023.
- **Fourniture de plantes bisannuelles pour le fleurissement communal, par l'entreprise SCEA DUTHOIT, Les serres de Noisy**, sise 24 route de Rennemoulin, 78590 NOISY LE ROI, pour un montant de 1 338.48 € TTC. Lettre de commande signée le 30 octobre 2023.
- **Acquisition d'un désherbeur mécanique pour les services techniques, par l'entreprise MR JARDINAGE ETS BOGERS**, sise 17 avenue de Bruxelles, ZAC Les Vallées, 60110 AMBLAINVILLE, pour un montant de 1 300.00 € TTC. Lettre de commande signée le 31 octobre 2023.

- **Relevé topographique : rue du Bec au Vent, par le Cabinet PICOT MERLINI**, sis 96 rue de Paris, 60430 NOAILLES, pour un montant de 1 080.00 € TTC. Lettre de commande signée le 1<sup>er</sup> novembre 2023.
- **Déplacement du compteur de gaz situé au 27 rue de Laboissière, par l'entreprise GRDF**, sise Libre Réponse 57445, 27039 EVREUX, pour un montant de 1 438.44 € TTC. Lettre de commande signée le 08 novembre 2023.
- **Réparation suite à une fuite d'eau à l'école Maternelle, par l'entreprise PEREZ TP**, sise 829 rue de Saint-Arnoult, 60430 WARLUIS, pour un montant de 2 402.40 € TTC. Lettre de commande signée le 13 novembre 2023.
- **Fourniture de plantes vivaces pour le fleurissement communal, par l'entreprise LE LIEN VERT**, sise 87 rue de la Ferté Gaucher, 77169 BOISSY-LE-CHATEL, pour un montant de 1 161.00 € TTC. Lettre de commande signée le 14 novembre 2023.
- **Acquisition de buts de foot à 8 joueurs, à l'entreprise DISCOUNT COLLECTIVITÉS**, sise BP 813, 26008 VALENCE, pour un montant de 2 221.93 € TTC. Lettre de commande signée le 14 novembre 2023.
- **Marquages au sol complémentaires dans les rues communales, par l'entreprise France PARKING**, sise 74 rue du Grand Ferré, 60126 LONGUEIL-SAINTE-MARIE, pour un montant de 1 380.00 € TTC. Lettre de commande signée le 21 novembre 2023.
- **Honoraires concernant l'étude de l'environnement sonore au 6 rue Maurice Bled, par l'entreprise ACOUSTIQUE J. FOULLIARDON**, sise 2 rue de la Madeleine, 60000 BEAUVAIS, pour un montant de 1 620.00 € TTC. Lettre de commande signée le 28 novembre 2023.

#### Convention :

- **Convention de prestation de service pour la réalisation d'un bilan de compétences pour une ATSEM, CENTRE DE GESTION**, sis 2 rue Jean Monnet, 60000 BEAUVAIS, pour un montant de 2 000.00 € pris en charge par la FIPHFP, signée le 15 septembre 2023.

*Accusé de réception de la Préfecture de l'Oise, le 06 décembre 2023.*

\*\*\*

#### Discussions :

**Monsieur Chatin** : Le 27 rue de Laboissière, c'est peut-être lié au rachat qu'on a fait ?

**Monsieur le Maire** : Oui, effectivement, c'est le déplacement du compteur à gaz, c'est juste avant l'école du Petit Fercourt. On rachète une partie du terrain pour que le propriétaire privée recule et avoir un trottoir plus large, pour la futur liaison douce Laboissière-Sainte Geneviève.

**Monsieur Chatin** : L'environnement sonore, pourquoi spécifiquement sur le 6 rue Maurice Bled ?

**Monsieur Agnès** : Cela concerne la médiathèque.

## Délibération n°1

### 1) ENFANCE ET JEUNESSE - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) DE L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE, EXTRASCOLAIRE ET DE LA RESTAURATION SCOLAIRE – APPROBATION DU BUDGET PRÉVISIONNEL 2024.

*Mme Marin, adjoint au Maire, expose :*

Depuis le 1er janvier 2020, la gestion de l'accueil périscolaire et de loisirs ainsi que le service de la restauration scolaire a été confiée à l'ILEP.

Le budget prévisionnel 2024 (proratisé du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août) proposé par l'ILEP intègre une progression des dépenses afin de tenir compte des éléments suivants :

- des effectifs réels de l'année 2023 et de leur influence sur les effectifs d'encadrement,
- de la mise en place du temps de prise de poste et du temps de préparation supplémentaires en application de l'avenant n°196 de la branche ECLAT – IDCC 1518 (convention de l'animation),
- de la revalorisation des salaires au 1er janvier 2024 en application de l'avenant n°199 de la branche ECLAT – IDCC 1518 (convention de l'animation),
- de la réorganisation de l'équipe d'encadrement,
- du choix de la municipalité de changer de prestataire restauration (Convivio à la place de Newrest),
- du choix de la municipalité d'augmenter les tranches 2 et 3 du tarif repas.

Avec la prise en compte de ces modifications, le montant du budget prévisionnel 2024 sera fixé à 559 308,30 € (du 1er janvier au 31 août) et la participation communale à 308 826.82 € (soit 38 603.35 € par mois).

Le budget prévisionnel 2024 (du 1er janvier au 31 août) se décompose ainsi de la façon suivante :

#### Dépenses :

En €	2024
Achats fournitures	13 886,40 €
Charges de personnel	375 114,49 €
Frais de gestion	44 588,67 €
Autres services extérieurs	120 952,08 €
Autres frais de fonctionnement	4 766,67 €
<b>TOTAL</b>	<b>559 308,31</b>

#### Recettes :

En €	2024
Participation des familles	176 260,34 €
Aide complémentaire CAF	67 921,30 €
Participations des familles (séjours)	3 099,85 €

Subvention Communauté de Communes	3 200 €
SOUS TOTAL	314 993,30 €
Subvention de la commune :	308 826,82 €
<b>TOTAL</b>	<b>559 308,31 €</b>

***Le Conseil Municipal,***

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 1611-4 et suivants,

**Vu** le Code de la Commande Publique et notamment les articles L1411-1, L. 3135-1, L. 3135-2 et R. 3135-1 à R.3135-9,

**Vu** le contrat de délégation de service public signé avec l'ILEP le 24 décembre 2019 relatif à la gestion de l'accueil périscolaire et au service de la restauration scolaire,

**Vu** la délibération du 12 février 2020 autorisant la signature de l'avenant n°1,

**Vu** la délibération du 03 décembre 2020 autorisant la signature de l'avenant n°2,

**Vu** la délibération du 11 mars 2022 autorisant la signature de l'avenant n°3,

**Vu** la délibération du 15 décembre 2022 autorisant la signature de l'avenant n°4,

**Considérant** que la mise en place du temps de prise de poste et du temps de préparation supplémentaires en application de l'avenant n°196 de la branche ECLAT – IDCC 1518 (convention de l'animation),

**Considérant** la revalorisation des salaires au 1er janvier 2024 en application de l'avenant n°199 de la branche ECLAT – IDCC 1518 (convention de l'animation),

**Considérant** la présentation du budget prévisionnel 2024 proposé par l'ILEP,

**Considérant** que pour la période du 1er janvier 2024 au 31 août 2024 le montant du budget prévisionnel s'élève à **559 308,31 €**,

**Considérant** que la participation communale pour l'année **2024** (du 1er janvier au 31 août) s'établirait alors à **308 826.82 € (soit 38 603.35 € par mois)**,

***Après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 voix dont 4 pouvoirs) :***

- **ACCEPTE** le budget prévisionnel des services de l'accueil péri et extrascolaire, du service de restauration scolaire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 août 2024, d'un montant de 559 308,31 €,
- **DIT** que la participation de la commune d'un montant de 308 826.82 € sera inscrite au budget de l'exercice 2024 et que son règlement interviendra mensuellement (soit 38 603.35 € par mois) sur présentation de factures établies par le prestataire.
- **DIT** que les dépenses et recettes seront imputées au budget de la commune - Exercice **2024**.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite délibération et tout document y afférent.

*Accusé de réception de la Préfecture de l'Oise, le 06 décembre 2023.*

\*\*\*

**Discussions :**

**Pas d'observation.**

∞∞∞

## **Délibération n°2**

### **2) ENFANCE ET JEUNESSE - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) DE L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE, EXTRASCOLAIRE ET DE LA RESTAURATION SCOLAIRE – APPROBATION D'UN AVENANT RELATIF À LA PROLONGATION DE LA DURÉE DE LA DSP.**

**Mme Marin, adjoint au Maire, expose :**

Le contrat confie au délégataire les missions de service public afférentes à l'exploitation de l'accueil périscolaire, de la pause méridienne, de l'accueil des mercredis et de l'accueil extrascolaire de la commune de Sainte Geneviève par une convention d'affermage signée le 23 décembre 2019.

Par application des articles L 1411.1 et suivants aux délégations de service public, une convention d'affermage peut être modifiée dans des cas limitativement énumérés et notamment lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Suite aux difficultés à mettre en place une nouvelle procédure de délégation de service public dans les délais avec les services de l'assistance départementale pour les territoires de l'Oise, la municipalité a demandé au prestataire ILEP de prolonger le contrat jusqu'au 31 août 2024. L'ILEP a accepté de prolonger le contrat.

Dans ce cadre, un nouveau budget prévisionnel pour la période de janvier à août 2024 a été présenté à la collectivité afin de tenir compte :

- des effectifs réels de l'année 2023 et de leur influence sur les effectifs d'encadrement,
- de la mise en place de temps de prise de poste et de temps de préparation supplémentaires en application de l'avenant n°196 de la branche ECLAT – IDCC 1518 (convention de l'animation),
- de la revalorisation des salaires au 1<sup>er</sup> janvier 2024 en application de l'avenant n°199 de la branche ECLAT – IDCC 1518 (convention de l'animation),
- de la réorganisation de l'équipe d'encadrement,
- du choix de la municipalité de changer de prestataire restauration (Convivio à la place de Newrest),
- du choix de la municipalité d'augmenter les tranches 2 et 3 du tarif repas,

- Le présent avenant a donc pour objet la prise en compte contractuelle de ces modifications et de leurs incidences sur l'économie du service.

### ***Le Conseil Municipal,***

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 1611-4 et suivants,

**Vu** le Code de la Commande Publique et notamment les articles L1411-1, L. 3135-1, L. 3135-2 et R. 3135-1 à R.3135-9,

**Vu** le contrat de délégation de service public signé avec l'ILEP le 24 décembre 2019 relatif à la gestion de l'accueil périscolaire et au service de la restauration scolaire,

**Vu** la délibération du 12 février 2020 autorisant la signature de l'avenant n°1,

**Vu** la délibération du 03 décembre 2020 autorisant la signature de l'avenant n°2,

**Vu** la délibération du 11 mars 2022 autorisant la signature de l'avenant n°3,

**Vu** la délibération du 15 décembre 2022 autorisant la signature de l'avenant n°4,

**Considérant** le terme du contrat de délégation de service public au 31 décembre 2023,

**Considérant** les difficultés de mise en place d'une nouvelle délégation de service public et l'accompagnement de la commune par les services de l'assistance départementale pour les territoires de l'Oise (ADTO),

***Après en avoir délibéré, à la majorité (19 voix pour dont 3 pouvoirs), 4 abstentions dont 1 pouvoir (M. Chatin, Mme Cedolin, M. Doré, Mme Mascomère),***

- **ACCEPTE** la prolongation du contrat de Délégation de Service Public de l'accueil périscolaire, de l'accueil de loisirs sans hébergement et de la restauration scolaire pour une durée de 8 mois soit jusqu'au 31 août 2024.
- **APPROUVE** le contenu de l'avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public de l'accueil périscolaire, de l'accueil de loisirs sans hébergement et de la restauration scolaire annexé à la présente délibération, à savoir :
  - la prolongation du contrat Délégation de Service Public jusqu'au 31 août 2024.
  - le changement de prestataire de restauration (Convivio en remplacement de Newrest).
  - l'augmentation de 0.10 € du tarif des repas (périscolaire sur les tranches 2 et 3 du tarif social mais aussi mercredi et vacances).
  - la validation du budget global de 559 308.31 € avec une participation communale de 308 826.82 €.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le présent avenant n°5 et tout document y afférent.

***Accusé de réception de la Préfecture de l'Oise, le 06 décembre 2023.***

## Discussions :

**Monsieur Chatin** : Quelles ont été les difficultés pour relancer la procédure ? Normalement fin 2022, vous nous disiez que la délégation de service public devait être renégociée. On est fin 2023 et on doit faire une prolongation, Madame Marin évoque des difficultés mais on n'en a jamais entendu parler dans l'année, il ne me semble pas.

**Madame Marin** : Vous étiez présent dans la commission de DSP.

**Monsieur Chatin** : A la commission de DS, j'étais présent effectivement et on a évoqué et travaillé sur l'avenant de prolongation, les difficultés qui font qu'on a pris un an de retard ont été peu évoqué. On est au courant de l'effet mais pas de la cause ?

**Monsieur le Maire** : Vous évoquez quelques choses et vous n'avez rien dit en commission. Nous, le retour qu'on a eu, c'est que l'ADTO a pris du retard, ce n'est pas nous qui gérons.

**Madame Marin** : Je ne comprends pas pourquoi vous ne comprenez pas car madame Baloche était présente, vous étiez présent. Elle l'a bien expliqué.

**Monsieur Chatin** : Lors de la commission, nous avons traité de ce document sans forcément parler des causes. J'aurais peut-être dû poser la question ?

**Madame Marin** : On a parlé d'avenant à ce moment-là, on a parlé que c'était possible de faire un avenant à ce moment-là. On a évoqué pourquoi et vous avez acquiescé comme toutes commissions à chaque fois et c'est au moment du Conseil Municipal où vous vous étonnez qu'il y a un souci.

**Monsieur Doré** : Le simple fait qu'on pose une question ici, on peut avoir une réponse.

**Madame Marin** : C'est l'ADTO qui a pris du retard, appelez-la si vous voulez en savoir plus.



## **Délibération n°3**

### **3) AFFAIRES GÉNÉRALES – RECRUTEMENT ET RÉMUNÉRATION DES AGENTS RECENSEURS - CAMPAGNE 2024 - CRÉATION DE SEPT EMPLOIS D'AGENTS RECENSEURS.**

**Monsieur le Maire expose :**

Le recensement de la population se déroulera du 18 janvier au 17 février 2024.

***Le Conseil municipal,***

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3,

**Vu** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V,

**Vu** le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

**Vu** le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,

**Vu** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires,

**Vu** le tableau des emplois,

**Considérant** le déroulement des opérations de recensement de la population communale qui se déroulera du 18 janvier au 17 février 2024,

La commune sera découpée en sept secteurs appelés « district ». Chaque agent se verra attribuer un district dans lequel il assurera la collecte des feuilles de logement et de bulletins individuels.

Le Maire propose à l'assemblée de créer sept emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement ;

***Après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 voix dont 4 pouvoirs) :***

■ **DÉCIDE :**

- **La création de sept emplois de contractuel à temps non complet pour exercer les fonctions d'agent recenseur** pendant la période du 18 janvier au 17 février 2024, en application de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale précitée, pour faire face à des besoins occasionnels.
- **De rémunérer les sept emplois d'agents recenseur** de la façon suivante :
  - 0,85 € par feuille de logement remplie.
  - 1,50 € par bulletin individuel rempli.
  - 0,50 par immeubles collectifs.
  - 25 € par séance de formation.
  - 150 € en indemnité de déplacement.
  - 70 € pour la tournée de reconnaissance.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite délibération et tout document y afférent.

***Accusé de réception de la Préfecture de l'Oise, le 06 décembre 2023.***

\*\*\*

**Discussions :**

**Monsieur Hautot :** L'indemnité de déplacement est forfaitaire ?

**Monsieur le Maire :** Oui, je confirme.

✍

## Délibération n°4

### 4) AFFAIRES GÉNÉRALES - ADHÉSION AU CINÉ RURAL - CONVENTION - APPROBATION.

*Monsieur le Maire expose :*

L'association Ciné Rural 60 organise chaque année plus de 1000 projections et rassemblent plus de 46 000 spectateurs.

Depuis 2012, le Centre Yves Montand a repris les projections de films récents présentées par l'association Ciné Rural 60.

En 2020, avec 83 points (dont 75 dans l'Oise, 4 dans le Val d'Oise, 3 dans l'Eure, 1 en Seine-et-Marne et 1 en Seine-Saint-Denis) Ciné Rural 60 est le cinéma itinérant le plus dense et le plus rural en France.

En 2022, il a été projeté 1121 séances de cinéma dont 35 en plein air.

En raison d'une augmentation du coût, une nouvelle convention doit être signée entre la commune, le Ciné Rural 60 et le Centre Yves Montand.

Afin de renouveler l'adhésion de la Commune il est proposé d'approuver la convention ci-jointe et continuer à prévoir la projection de 7 films par an pour une cotisation de passant de 300 € à 360 €.

*Le Conseil municipal,*

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la convention proposée,

**Considérant** la projection de 7 films par l'association Ciné Rural 60 au Centre Yves Montand,

**Considérant** l'augmentation financière de 60 euros avec l'association Ciné Rural 60,

*Après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 voix dont 4 pouvoirs) :*

- **ACCEPTE** de passer une convention de partenariat avec l'association Ciné Rural 60, représentée par M. Philippe TURMINEL, Président et le Centre Yves Montand, représenté par Mme Nancy MICHEL, Présidente.
- **DIT** que le montant de la cotisation sera de 360 € correspondant à un total de 7 projections par an.
- **DIT** que les dépenses seront imputées au budget de la commune.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout document y afférent.

*Accusé de réception de la Préfecture de l'Oise, le 06 décembre 2023.*

\*\*\*

### Discussions :

**Monsieur Potiron** : Je ne comprends pas pourquoi, c'est la mairie qui prend en charge les 360 euros. Pourquoi, ils ne sont pas mis dans les budgets alloués aux associations ? Puisque là, il y a des rentrées d'argent.

**Madame Kapusta** : L'argent qui est gagné pendant une séance est reversé en totalité au Ciné Rural. Le Centre Yves Montant bénéficie juste de ce qu'il vend un peu à côté.

**Madame Le Guienne** : avec la construction de la médiathèque, la projection sera dans la médiathèque.

**Monsieur Hautot** : On en discutera au moment venu mais c'est prévu comme tel.

**Monsieur Chatin** : Il faut préciser dans cette affaire, qu'il y a des recettes mais elles sont loin du coût de l'opération. Le Ciné Rural est financé par le Département notamment mais il n'y a pas de bénéfices au niveau local.



## Délibération n°5

### 5) FINANCES COMMUNALES – DÉCISION MODIFICATIVE N°2 AU BUDGET 2023.

**Madame Marin, adjoint au Maire,** expose :

Afin d'ajuster les prévisions budgétaires de l'exercice 2023, il est proposé d'approuver la décision modificative n° 2 suivante :

#### Section fonctionnement \ Dépenses :

Chapitre	Libellé chapitre	Article	Libellé	Montant	Observations
012	Charges de personnel frais assimilés			+ 35 000.00 €	- Embauche de 2 contrats aidés - Mise en place du RIFSEEP pour les contractuels - Embauche d'un apprenti - Remplacement d'un congé parental - Avancements échelons
<b>Montant Total des dépenses supplémentaires</b>					<b>+ 35 000.00 €</b>
<b>Budget total dépenses de fonctionnement</b>					<b>3 226 384.00 €</b>

## Section fonctionnement \ Recettes :

Chapitre	Libellé chapitre	Article	Libellé	Montant	Observations
013	Atténuation de charges	6419	Remboursement rémunération Personnel	+ 7 000.00 €	Remboursement assurance Personnel
73	Impôts et Taxes	7351	Taxe consommation finale d'électricité	+ 12 000.00 €	Recettes supplémentaires Energie
74	Dotations et participations	7478	Participation Autres organismes	+ 16 000.00 €	- Participation Etat / contrats aidés - Remboursement cantine à 1 € - Remboursement SE 60 Eclairage - Recettes supplémentaires contrat jeunesse
<b>Montant Total de recettes supplémentaires</b>				<b>+ 35 000.00 €</b>	
<b>Budget total recettes de fonctionnement</b>				<b>3 226 384.00 €</b>	

\*\*\*

### *Le Conseil Municipal,*

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 1612-11,

**Vu** la délibération n°20230411C du conseil municipal en date du 11 avril 2023 approuvant le budget primitif de l'exercice 2023,

**Vu** la délibération n°20230919F du conseil municipal en date du 19 septembre 2023 approuvant la décision modificative n°1 au budget 2023,

**Considérant** la nécessité de procéder à divers ajustements budgétaires,

### *Après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 voix dont 4 pouvoirs) :*

- **APPROUVE** les virements et inscriptions des crédits présentés ci-dessus.
- **ADOpte** la présente décision modificative n°2 au budget de la commune - Exercice 2023.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'ensemble des actes correspondants.

*Accusé de réception de la Préfecture de l'Oise, le 06 décembre 2023.*

\*\*\*

### Discussions :

**Monsieur Doré :** Par rapport au document qu'on a reçu avant le Conseil Municipal, c'est bien ce qui est affiché dans le diaporama qui est bon.

**Madame Marin :** Oui, car il y avait une petite coquille dans le document envoyé.

## Délibération n°6

### **6) TRAVAUX - CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÈRE À LA RÉALISATION DE TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES AU RÉSEAU OISE TRÈS HAUT DÉBIT.**

*Monsieur Agnès, Adjoint au Maire, expose :*

**Vu** l'adhésion de la commune de Sainte-Geneviève (Oise) au Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit (SMOTHD), ayant pour objet, dans le cadre de l'aménagement et du développement économique du territoire, d'exercer en lieu et place de ses membres :

- L'étude, la coordination et le suivi de l'établissement des infrastructures et réseaux publics et privés de communications électroniques à haut et très haut débit sur le territoire isarien. L'étude de l'établissement des réseaux de communications électroniques inclus l'élaboration, la mise en œuvre, la gestion et la mutualisation d'un système d'informations géographiques relatif à ces réseaux.

En outre, le syndicat mixte peut exercer, en lieu et place des membres qui en font la demande, les compétences suivantes :

- Le service public des réseaux et services locaux de communications électroniques au sens de l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales et notamment :
  - L'établissement, la mise à disposition et l'exploitation d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, ainsi que toutes les opérations qui y sont liées ;
  - La fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finaux en cas d'insuffisance de l'initiative privée.
- L'élaboration, la mise en œuvre, la gestion et la mutualisation d'un système d'informations géographiques relative aux autres informations en matière d'aménagement du territoire.
- Le développement de l'usage et la facilitation de l'accès aux technologies de l'information et de la communication ainsi qu'à l'administration électronique (e-services, etc.) en faveur tant de ses membres que de ses administrés.

**Vu** les travaux d'enfouissement du réseau (plus particulièrement de la fibre) sur la rue du Placeau dans le cadre de la phase 2.

**Vu** le projet de convention de participation financière entre le SMOTHD et la commune,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

***Le Conseil municipal,***

***Après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 voix dont 4 pouvoirs) :***

- **APPROUVE** la convention de participation financière.
- **DIT** que la dépense sera imputée au budget de la commune.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout document y afférent.

*Accusé de réception de la Préfecture de l'Oise, le 06 décembre 2023.*

\*\*\*

**Discussions :**

**Pas d'observation.**

END

**Questions des élus**

**Questions groupe « Un Nouvel avenir pour Sainte-Geneviève » :**

Nous avons reçu des remarques concernant la gestion du Facebook de la Commune : publication publicitaire, parfois même sur des commerces extérieurs à la Commune ; retraits de commentaires sans raison apparente et sans explication ; .... Quelle ligne éditoriale avez-vous fixé pour le Facebook de la Commune ?

**Monsieur Hautot :**

Petite remarque, cela fait plusieurs séances que j'observe, personne n'a à décider qui doit parler si ce n'est monsieur le Maire, ni vous, ni moi, ni personne à part monsieur le Maire.

Seconde remarque : j'ai l'impression qu'il y a deux mondes différents à Sainte-Geneviève, vous dites souvent « *nous avons reçu des remarques* », de qui ? nous aussi nous avons des remarques, elles sont différentes des vôtres. Très souvent, elles sont élogieuses, jeunes comme anciens.

La publication publicitaire donnez-moi des exemples ?

**Monsieur Chatin :** J'ai deux publications étonnantes.

Une concernant Olivier Paccaud et les affaires internationales et on ne voit pas en quoi cela concerne les affaires de la commune. Dans ce cas, il va falloir le faire pour tous les parlementaires...

**Monsieur Hautot :** D'abord, à la demande de monsieur Agnès et du DGS, j'ai supprimé cette parution pour répondre à votre question.

Oui, j'ai transmis à Olivier Paccaud, mais je ne peux pas mettre le candidat que vous avez soutenu Monsieur Ouizille car on ne le connaît pas. C'est quand même grâce à notre sénateur Olivier Paccaud qu'on a eu les écrans de diffusion du Conseil Municipal.

**Monsieur Chatin :** La suivante concerne une cession de fonds de commerce de chaussure à Songeons, pourquoi ? Cela serait un fonds de commerce de la commune, les gens s'interrogeraient moins, mais là c'est à Songeons.

**Monsieur Hautot :** Là encore ce que l'on souhaite c'est apporter une information à nos concitoyens, c'est aussi, pour informer des gens qui souhaiteraient faire autre chose, une nouvelle carrière, et cela m'avait été demandé par un élu que je connais et comme il s'agit

d'une affaire intéressante donc je l'ai dit. De même, la police nationale qui recrute je l'ai mis sur le Facebook car cela peut intéresser un de nos concitoyens.

**Monsieur Chatin** : A ce moment là vous rentrez dans un système limite publicitaire ?

**Monsieur Hautot** : Non. De plus, les commentaires effacés, effectivement nous effaçons les commentaires injurieux et diffamatoires et les commentaires qui n'ont rien à voir avec notre page Facebook ou des personnes qui s'amuse à mettre un lien avec un renvoi sur un site, j'ai un exemple, c'est le génovéfain.net. Et il y a une personne qui s'amuse à mettre son lien à chaque fois, je suis désolé, c'est inadmissible on ne peut pas faire cela. Ce site on ne sait pas qui écrit dessus, c'est dangereux, et diffamatoire. Il y a un nom de la personne qui met constamment ce lien c'est Gérard Chatin. A chaque fois que vous mettez ce lien je le supprimerai.

**Monsieur Chatin** : Mais parfois ce lien a été mis en réponse à des questions.

**Monsieur Hautot** : Non, vous n'avez pas à mettre votre lien.

**Monsieur Chatin** : J'ai préparé un dossier à votre intention, un dossier sur le droit d'expression des minoritaires. On le voit bien un an de retard sur le lancement de la DSP, sur la désignation d'un cabinet pour le PLU, on a l'impression que c'est un peu irresponsable.

**Monsieur Krauzé** : On vous a expliqué en commission, si le délai est plus long c'est qu'on voulait plus de concurrence. On vous l'a expliqué à plusieurs reprises. Je suis désolé vous faites partie de cette commission.

**Monsieur le Maire** : Vous devez attendre le passage en Conseil Municipal pour rendre public les éléments évoqués en commission.

**Monsieur Chatin** : Il n'y a jamais eu de compte rendu des commissions en Conseil Municipal.

**Monsieur le Maire** : Quand il y a un compte rendu de la commission, il est envoyé à l'ensemble des élus, quel est le problème ?

**Monsieur Chatin** : D'abord on a fait un compte-rendu de ce qu'on a ressenti lors de la commission.

**Monsieur le Maire** : Vous deviez attendre le compte rendu officiel de la commission.

☞

**La séance est levée à 21 heures 45.**

***Fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.***

**Affiché et publié par voie électronique, le 06 décembre 2023.**

**La Secrétaire,**

**Corinne KAPUSTA**



**Le Maire,**

**Daniel VEREECKE**

